

L'Afghanistan

CHRONOLOGIE

1747 : Création du Royaume d'Afghanistan

1907 : Convention anglo-russe

1919 : Armistice de Rawalpindi

1973 : Proclamation de la République **1979-1989** : Intervention soviétique

1996 : Les talibans au pouvoir

2001 : Intervention américaine

2014 : **Retrait** des forces de combat de l'OTAN

2020 : Accord de Doha

2021 : Départ des troupes américaines et retour au pouvoir des talibans.

Au centre du continent asiatique, au carrefour de l'Asie centrale, de l'Asie du sud et du Moyen-Orient, l'Afghanistan a connu au cours de l'histoire les invasions successives d'empires expansionnistes et les incursions à répétition de hordes nomades.

UN CARREFOUR CONVOITÉ

Le bouddhisme y fut structurant du III^e siècle avant J.-C. jusqu'au IX^e siècle où l'Islam devint la religion dominante. En 2001, les talibans, qui y voient des idoles impies, détruisent les Bouddha géants de Bâmiyân, debout depuis plus de 1 500 ans, geste iconoclaste et déni du passé préislamique de l'Afghanistan.

1. Un pays montagneux aux passes stratégiques

Faible étendue des espaces inférieurs à 500 mètres d'altitude ; hauts-plateaux et hautes montagnes couvrant la moitié du pays ; terres cultivables limitées (12% du territoire national). L'Afghanistan est coupé en deux par l'Hindu Kouch qui sépare les plaines steppiques du nord des plaines arides du sud. Le col de Salang (3 878 m), doublé par un tunnel depuis 1964, fait communiquer le nord du pays avec Kaboul, et plus largement l'Asie centrale avec le monde indien, tandis qu'à l'extrémité du corridor du Wakhan le col Wakhjir (4 923 m) est un passage stratégique vers la Chine

Étape sur la Route de la Soie, passage obligé pour accéder au sous-continent indien par voie terrestre - d'où l'importance stratégique de la passe de Khyber (1072 m) qui conduit au Pakistan - cette citadelle montagnarde, riche en ressources minérales (fer, cuivre, lithium, or, chromite, terres rares, pierres précieuses et semi-précieuses), a connu de nombreuses invasions sans qu'aucun envahisseur ne s'y implante durablement. Après la domination perse achéménide (Darius cherche à établir la frontière de son empire à l'Indus), puis celle, hellénistique, d'Alexandre le Grand, la reconquête de cet espace par les empereurs indiens Maurya donne naissance à une entité gréco-bouddhiste, le royaume de Bactriane. La région est envahie successivement par les Huns venus d'Asie centrale, par des tribus arabes (prise de Kaboul en 663), par des nomades turcs, par les hordes mongoles de Gengis Khan (xiii^e siècle), puis les hordes turco-mongoles de Tamerlan. Du xvi^e au xviii^e siècle, l'actuel

Afghanistan est disputé entre l'Empire Moghol d'Inde du nord, les Safavides d'Iran et le Khanat de Boukhara dans l'actuel Ouzbékistan. En 1747, après avoir réuni les chefs de tribus en une grande assemblée (Loya Jirga), un chef tribal pachtoune, Ahmad Shah, se proclame roi.

2. Une mosaïque ethno-linguistique

La population afghane est à 99% musulmane, très majoritairement sunnite (80%). Mais, s'il a été islamisé, le pays ne s'est pas arabisé. Les langues indo-iraniennes, dominantes, voisinent au nord avec des langues turciques. Des isolats montagnards et un faible taux de scolarisation ont favorisé la survivance d'une trentaine de langues vernaculaires. Le pachtou et le dari sont les deux langues officielles.

Les Pachtouens, ethnie dominante détentrice du pouvoir, occupent le sud du pays. Organisés en tribus ces musulmans sunnites parlent une langue indo-iranienne. La majorité des pachtounophones vivent au Pakistan sous la dénomination ourdou de Pathans. Les Tadjiks sont des persanophones. Bien qu'on distingue le farsi (persan d'Iran), le dari (persan d'Afghanistan) et le tadjik (persan d'Asie centrale), il y a intercompréhension entre les trois. En revanche, l'ouzbek et le turkmène, parlés dans le nord du pays (Turkestan afghan), sont cousins du turc.

Les groupes linguistiques ne coïncident pas strictement avec les identités ethniques. Par exemple, les Hazaras, persanophones, forment un groupe ethnique distinct : ils sont chiites et mettent en avant une ascendance mongole. Partageant avec les Hazaras des traits de type mongol, les Aïmaks sont aussi des persanophones, mais de confession sunnite. Les Nouristanis, de type physique européen (teint, yeux et cheveux clairs), ne furent touchés ni par le bouddhisme, ni par l'islam. Leurs pratiques religieuses traditionnelles valent à ces hautes vallées très isolées le nom de Kafiristan (Pays des infidèles), qui devient Nouristan (Pays de la lumière) après son islamisation forcée et violente en 1896. Beaucoup de groupes linguistiques sont transfrontaliers, la non-coïncidence des limites linguistiques et des frontières des États résultant des rapports de force entre Russes et Britanniques au XIX^e siècle.

3. Le Grand Jeu

Cet affrontement de deux impérialismes, le Grand Jeu, est une véritable guerre de l'ombre : délégations diplomatiques, activités de renseignement sous couvert d'expéditions géographiques ou de missions archéologiques, révoltes fomentées par des aventuriers s'adonnant au trafic d'armes avec l'aval de leur gouvernement. Afin de protéger le flanc Nord-Ouest des Indes, les Britanniques cherchent à s'emparer de l'Afghanistan. La première guerre afghane (1838 -1842) se solde par un échec. Les Britanniques s'emparent de Kaboul lors de la deuxième guerre afghane (1878 -1880) et contraignent l'Afghanistan à accepter une frontière qui partage en deux le territoire pachtoun. Également inquiets des menées allemandes dans la région, Anglais et Russes définissent leurs zones d'influence respectives de l'Iran au Tibet par une convention signée en 1907 à Saint-Pétersbourg: la Russie renonce à intervenir en Afghanistan qui devient un État-tampon, État tampon, c'est-à-dire un État qui constitue un élément géostratégique d'équilibre entre deux puissances rivales qu'il sépare, réduisant la possibilité de conflits entre elles.. Au terme de la troisième guerre afghane, le pays retrouve son indépendance après l'armistice de Rawalpindi (1919) et le traité de Kaboul (1921).

En 1893, Sir Mortimer Durand représentant des Britanniques et l'émir d'Afghanistan

signent un accord qui trace une frontière de 2 640 km entre l'Afghanistan et l'Empire des Indes. Elle coupe en deux la zone de peuplement pachtoun. En 1947, la ligne Durand devient frontière interétatique entre le Pakistan et l'Afghanistan qui ne l'a jamais reconnue. Elle est remise en cause par les Pachtoums qu'elle sépare : 1/3 d'entre eux vit en Afghanistan et les 2/3 au Pakistan. Désireux de se ménager un glacis stratégique, mais conscients de l'irrédentisme pachtoun, les Britanniques mettent en place sept agences tribales auto-administrées, qui survivent à l'Indépendance et à la Partition de l'Empire des Indes. Le Pakistan nomme Federally Administered Tribal Areas (FATA) qui compte 5 millions d'habitants. C'est un territoire qui échappe en grande partie à Islamabad. Ce territoire est devenu de 1979 à 1989 la base arrière de la guérilla anti soviétique avec une densité d'armements et de camps d'entraînement dont a pu profiter toute une galaxie de militants islamistes avec notamment les « volontaires » arabes menés par Ben Laden. Ce dernier a profité de cette logistique pour mener à bien sa propre planification terroriste qui culmine avec les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone.

UNE INTERMINABLE GUERRE

1. L'intervention soviétique et ses prémices

Dans le contexte de la Guerre Froide, l'URSS et les États-Unis cherchent à étendre leur influence dans le pays. Le roi Zahir Chah, qui avait établi une monarchie constitutionnelle en 1964, est destitué en 1973 par un de ses cousins qui proclame la République avant d'être renversé par un coup d'État communiste en 1978. Les mesures (réforme agraire, éducation pour tous, plafonnement de la dot) brutalement imposées par de jeunes intellectuels citadins formés en Occident et des officiers peu enclins aux concessions heurtent une société rurale très conservatrice soumise à l'influence des propriétaires fonciers, des chefs traditionnels et des religieux. De plus, des changements surviennent dans l'environnement immédiat de l'Afghanistan : en 1977, le général Zia, favorable à l'instauration d'un État islamique au Pakistan, renverse Ali Bhutto et en février 1979 l'ayatollah Khomeiny prend le pouvoir en Iran. Le nouveau pouvoir afghan, divisé et inexpérimenté, est incapable de faire face à la multiplication des soulèvements. En décembre 1979, les Soviétiques interviennent militairement pour soutenir la République démocratique d'Afghanistan qui s'enfonce dans un conflit violent : guerre des Afghans contre l'envahisseur russe ; guerre civile entre factions afghanes qui contrôlent chacune une partie du pays. Les *moudjahidins* qui combattent l'Armée rouge au nom de leur foi sont armés par les États-Unis et l'Arabie saoudite ; le Pakistan devient une base arrière où se mettent en place des camps d'entraînement, tandis que le Saoudien Oussama ben Laden recrute des combattants arabes pour venir faire le djihad en Afghanistan et que les Iraniens aident les Hazaras. Les Russes ne parviennent jamais à prendre l'avantage de façon décisive. Dans la logique de fin de la Guerre Froide, Gorbatchev négocie le départ des troupes russes en 1989, départ auquel le régime communiste afghan survit jusqu'à ce que ses adversaires s'emparent finalement de la capitale en 1992.

2. La guerre civile et l'ascension des talibans

Ahmad Chah Massoud proclame l'État islamique d'Afghanistan, mais les anciens *moudjahidins* s'affrontent pour le contrôle du pouvoir selon des clivages ethniques, mais aussi des lectures différentes du Coran. Ceux du Nord, partisans de Massoud, s'opposent aux Pachtoums du Sud, partisans de Gulbuddin Hekmatyar, tenant d'un

islamisme politique radical. À la faveur de ces divisions, une composante nouvelle recrute dans les écoles coraniques (madrasas), d'où le nom de talibans (étudiants), même si beaucoup sont analphabètes. La référence théologique et juridique des talibans est le deobandisme, une école de pensée hanafite fondamentaliste née à Deoband dans le nord de l'Inde à la fin du XIX^e siècle et qui s'est répandue en Asie du sud.

Les talibans donnent la priorité à la réforme des mœurs plus qu'à la mise en place d'un système de gouvernement. Ils imposent leurs normes par la terreur (tortures, mutilations, châtiments corporels et exécutions publics) : exclusion des femmes du travail et de l'éducation; port obligatoire de la burqah pour les femmes et de la barbe pour les hommes ; interdiction de la musique, de la danse, des jouets... Leur chef, Mollah Omar, met en place en 1996 un Émirat islamique d'Afghanistan, entité informelle qui contrôle peu à peu la totalité du territoire national. Seul le Nord-Est, tenu par le Front uni islamique et national pour le salut de l'Afghanistan, lui échappe. Ce mouvement dit Alliance du Nord rassemble des Tadjiks, des Ouzbeks et des chiites sous le commandement de Massoud. Celui-ci, qui a toujours refusé de pactiser avec Ben Laden et la mouvance d'Al-Qaida, est assassiné en 2001, deux jours avant le 11 septembre. Cette attaque qui frappe les Américains sur leur sol les conduit à réviser leur politique dans la région.

3. Une intervention occidentale impuissante à éradiquer l'insécurité

L'Opération Enduring Freedom (Paix immuable) a pour objectif de détruire les camps d'entraînement et les infrastructures terroristes en Afghanistan, de capturer les dirigeants d'Al-Qaida et de mettre un terme aux activités terroristes dans le pays. Cette coalition dirigée par les États-Unis qui fournissent le plus gros contingent vient rapidement à bout du régime taliban. L'ONU met en place la FIAS (Force Internationale d'Assistance et de Sécurité) qui a pour mission de sécuriser le territoire et passe sous le commandement de l'OTAN en 2003. La MANUA (Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan) doit appuyer la reconstruction du pays. Durant la vingtaine d'années précédentes, environ six millions de personnes ont fui, principalement vers l'Iran ou le Pakistan, et les guerres ont fait environ un million de morts. La volonté de construire une démocratie débouche sur la rédaction de la constitution de la République islamique d'Afghanistan en 2004. Le vainqueur des élections présidentielles est Hamid Karzai, un Pachtoun lié aux États-Unis qui a dirigé le gouvernement de transition.

Les talibans qui avaient trouvé refuge de l'autre côté de la frontière, reprennent le combat dès 2006. Des groupuscules mus et liés par la haine de l'Occident, talibans, djihadistes d'Al-Qaida ou partisans d'Hekmatyar, soutenus par l'ISI (Inter-Services Intelligence), puissant service de renseignement militaire pakistanais qui a joué un rôle trouble dans toutes les phases du conflit, multiplient les opérations de guérilla, les attentats-suicide, les assassinats, les prises d'otages et les enlèvements. Des foyers insurrectionnels anti-gouvernementaux éclatent dans tout le pays.

En 2008, l'élection de Barack Obama et le remplacement au Pakistan de Pervez Musharraf, allié peu fiable des États-Unis qui luttait mollement contre l'islamisme, par Asif Ali Zardari, gendre d'Ali Bhutto, changent la donne. La nouvelle administration américaine adopte la stratégie Afpak, qui englobe l'Afghanistan et le nord du Pakistan. Les États-Unis envoient des renforts en Afghanistan et l'armée pakistanaise intervient massivement dans les zones tribales. Les Américains lancent des opérations aériennes pour détruire des bases et camps d'entraînement de terroristes, éliminent Ben Laden

réfugié au Pakistan (2011) et recourent aux drones pour cibler les meneurs. En 2010, l'OTAN décide le retrait des troupes d'Afghanistan et le transfert des responsabilités aux forces de sécurité afghanes que la FIAS s'est efforcé de former malgré la corruption et les désertions. Le plus gros des troupes de l'OTAN quitte le pays en 2014. En treize ans, les troupes de l'OTAN ont perdu 3 485 hommes et comptent plus de 16 000 blessés, sans oublier 13 700 morts chez les militaires et policiers des forces gouvernementales afghanes. Entre 2009 et 2014, l'ONU recense 17 774 civils tués et 29 971 blessés.

La corruption, le clientélisme, la violence et la misère obèrent la sortie de crise. La fragmentation ethnique et sociologique de la société afghane complique la construction d'un État central. En effet, le fondement de l'organisation sociale afghane est le qawm, groupe de solidarité qui détermine des réseaux d'allégeance à des chefs (khan). Or, leur pouvoir réside dans leur capacité à combattre leurs rivaux et à faire profiter leur qawm d'avantages matériels, par exemple le détournement de l'aide internationale ou les revenus du trafic de drogue dans un contexte d'économie de guerre en synergie avec une économie de la drogue.

Des systèmes d'irrigation endommagés par la guerre et une succession de sécheresses ont amené beaucoup de paysans à préférer cette culture à celle du blé, moins lucrative, qui ne suffisait pas à nourrir leur famille. « L'opium a permis à nombre d'Afghans parmi les plus pauvres de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Mais l'opium a aussi enrichi d'autres Afghans, dont des propriétaires terriens et, bien sûr, les trafiquants. Il nourrit une corruption rampante, à tous les échelons des autorités et du pouvoir [...]. Il importe de garder à l'esprit que l'économie de l'opium n'est pas la source des problèmes rencontrés par l'Afghanistan, mais que c'est la longue série de crises traversées par le pays qui a permis le développement d'une telle production illicite. » (P.A. Chouvy). Le même auteur rappelle que si l'opium a été un des nerfs de la guerre pour la guérilla afghane, il est ensuite devenu un de ses enjeux. Il a favorisé la prolongation des conflits et rendu plus difficile la résolution des crises. Il a aussi posé les fondations de la criminalisation de l'économie de paix.

Un « nouveau grand jeu » se joue depuis plus de quarante ans en Afghanistan. Face aux Russes, les Américains ont remplacé les Anglais. Il est certain que le projet TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde), envisagé depuis 1990 et lancé en 2015, pour faire sortir le gaz turkmène sans passer par la Russie et en traversant l'Afghanistan, présente un intérêt géostratégique et qu'il a suscité l'intérêt des pétroliers américains au temps de George Bush. De nouveaux partenaires, voisins ou plus lointains, se sont joints à la partie et y ont introduit une dimension religieuse : Pakistan, Iran, Arabie saoudite. La Chine qui, dans sa province autonome ouïghour du Xinjiang aux portes de l'Afghanistan, réprime cette minorité turcophone sunnite, ne verrait pas favorablement un retour négocié des talibans au pouvoir ; elle avance ses pions économiques par la signature d'un contrat d'exploitation de gisements d'hydrocarbures. L'Inde qu'un contentieux durable oppose au Pakistan au sujet du Cache-mire, tout proche, n'est pas prête à accepter le principe d'une négociation avec les talibans qui s'affrontent avec les forces gouvernementales qui sont décimées. Au nom du processus de paix, Gulbuddin Hekmatyar est amnistié non seulement par le gouvernement afghan en 2016 en échange de l'engagement de respecter la constitution, mais aussi par l'ONU en 2017, ce qui provoque l'indignation des ONG, qui y voient une insulte à la mémoire des milliers de victimes des atrocités qu'il a commanditées.

LE RETRAIT AMERICAIN ET SES CONSEQUENCES

1- Un retrait dans la continuité des présidences précédentes

En réponse aux attentats du 11 septembre 2001, le président Georges W. lance la « guerre au terrorisme ». Les États-Unis interviennent militairement en Afghanistan contre les talibans qui refusent d'extrader les dirigeants d'Al Qaïda dont Oussama ben Laden. L'intervention en Irak à partir de 2003 relègue l'Afghanistan au second rang des préoccupations militaires américaines tandis que sur le terrain les relations avec la population se dégradent et que les attaques-suicides se multiplient.

Après son élection en 2008, Barack Obama expose sa « stratégie de la montée en puissance ». L'envoi de renforts porte à 100 000 le nombre de soldats américains déployés en Afghanistan. Le Président Obama annonce un plan de retrait après la mort de Ben Laden en 2011. Tandis que la France se retire d'Afghanistan en 2012, les Américains ralentissent le rythme de départ de leurs soldats.

Donald Trump promet à son arrivée au pouvoir en 2016 de « mettre fin à cette guerre sans fin » où sont morts plus de 2 400 militaires américains et qui a coûté plus de 2 000 milliards de dollars aux États-Unis. Percevant la Chine comme la menace majeure pour la puissance des États-Unis et faisant de l'aire indopacifique la priorité géostratégique, il opte pour le retrait définitif des troupes américaines d'Afghanistan.

2. L'Accord de Doha

Après des pourparlers avec les talibans entamés dès 2018, l'Accord pour la paix en Afghanistan, dit l'Accord de Doha est signé dans la capitale du Qatar en février 2020 par Zalmay Khalilzad, diplomate américain d'origine afghane, et le mollah Abdul Ghani Baradar, co-fondateur du mouvement des talibans. Cet accord fixe le calendrier du retrait des troupes américaines en contrepartie de l'engagement des talibans de faire en sorte que l'Afghanistan ne serve pas de base à des attaques contre les États-Unis.

L'accord de Doha mise sur le fait que les forces de sécurité afghanes, formées par les Occidentaux, prendront le relais après le départ des Américains. Une telle analyse n'est pas partagée par le chef d'état-major américain, le général Mark Milley qui prédit : « Dans le pire des cas, on a un effondrement du gouvernement afghan, un effondrement de l'armée afghane, on a une guerre civile, on a la catastrophe humanitaire qui va avec, puis le retour potentiel d'Al-Qaïda. »

3. L'accélération du départ des Américains et la rapidité de la victoire des talibans

En avril 2021, le président Joe Biden annonce que le retrait des troupes américaines commencerait le 1er mai et que le départ des 2 500 soldats de l'armée américaine encore en Afghanistan serait achevé au plus tard pour le 31 août de la même année. Les États-Unis qui prévoient une collaboration bilatérale avec l'Afghanistan et une transition en douceur déchantent rapidement.

Alors que les derniers soldats américains quittent le pays dans la nuit du 30 au 31 août, Kaboul tombe dès le 15 août 2021 aux mains des talibans qui ont pris le contrôle des

grandes villes du pays les unes après les autres. Le président afghan Ashraf Ghani s'enfuit et se réfugie aux Émirats arabes unis. L'évacuation des Occidentaux et d'une partie des Afghans qui ont travaillé pour eux se poursuit dans le chaos.

L'Afghanistan sombre dans une grave crise humanitaire. Selon les agences onusiennes, début 2022 plus de la moitié de la population se trouve dans un état d'insécurité ou d'urgence alimentaire et la moitié des enfants de moins de 5 ans souffre de malnutrition aiguë. La plupart des provinces sont au bord de la famine.

Hormis trois pays (Pakistan, Arabie saoudite, Émirats arabes unis) aucun pays ne reconnaît le gouvernement des talibans qui, malgré des déclarations qui se veulent rassurantes, a pris des mesures qui sont des retours en arrière du point de vue institutionnel et sociétal, en particulier concernant le statut des femmes. Dans un pays qui dépendait à 75 % de l'aide extérieure, la reconnaissance internationale est un enjeu majeur pour le nouveau régime.